



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1996/L.6
15 août 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Quarante-huitième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI
EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII)
DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Bengoa, M. Bossuyt, Mme Daes, M. El-Hajjé, M. Guissé,
Mme Gwanmesia, M. Joinet, M. Weissbrodt et M. Yimer :
projet de résolution

1996/... Situation des droits de l'homme au Rwanda

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies,
la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux
relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments internationaux
pertinents en matière de droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1995/5 du 18 août 1995, et prenant acte
de la résolution 1996/76 de la Commission des droits de l'homme, en date
du 23 avril 1996,

Se félicitant de la coopération qu'a instaurée le Gouvernement rwandais avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Rapporteur spécial de la Commission, chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Rwanda,

Constatant avec perplexité que, plus de deux ans après un génocide d'une ampleur énorme, aucun jugement condamnant les coupables n'a été prononcé, ni par le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, ni par des juridictions rwandaises ou étrangères,

Inquiète de constater que des personnes responsables d'actes de génocide s'infiltrèrent au Rwanda dans le but d'éliminer les témoins du génocide,

1. Félicite M. R. Degni-Ségui, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Rwanda, des rapports qu'il a présentés sur le génocide des Tutsis et les assassinats politiques de Hutus modérés, qui ont suivi l'attentat commis le 6 avril 1994 contre l'avion transportant les Présidents rwandais et burundais, ainsi que sur la situation actuelle des droits de l'homme au Rwanda;

2. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il peut avoir besoin dans l'exécution de son mandat, ainsi que toutes les informations et tous les documents qui peuvent lui être utiles;

3. Demande une nouvelle fois au Secrétaire général de faire procéder aux enquêtes nécessaires pour établir les responsabilités de cet attentat qui a été le point de départ d'un génocide et d'autres massacres qui ont coûté la vie à huit cent mille à 1 million de personnes, dont dix soldats en mission de paix au service de l'Organisation des Nations Unies;

4. Lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle fournisse au Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

et au Gouvernement rwandais les moyens nécessaires pour leur permettre de poursuivre et de juger les coupables de ce génocide et de ces massacres;

5. Demande au Gouvernement rwandais d'intensifier ses efforts pour que soient jugées les personnes qui demeurent incarcérées, parmi lesquelles se trouvent très probablement des innocents;

6. Demande avec insistance à tous les Etats, sur le territoire desquels se trouvent des personnes présumées responsables d'actes de génocide, de procéder à leur arrestation afin qu'elles soient jugées par leurs propres juridictions compétentes ou qu'elles soient extradées à la demande du Tribunal criminel international ou des autorités rwandaises;

7. Exige l'arrêt immédiat de toute action, menée avec la complicité de certains Etats, visant à armer et entraîner les milices et les éléments extrémistes dans les camps de réfugiés en vue de la reprise de la guerre au Rwanda;

8. Encourage le retour des réfugiés rwandais au pays et leur réinsertion sociale en demandant que soit assurée la sécurité de tous les groupes vulnérables dans toutes les communes;

9. Demande aux Etats qui apportent une assistance au Rwanda d'accorder une attention particulière aux besoins des rescapés du génocide et, en particulier, des veuves et des orphelins, pour leur permettre de surmonter les traumatismes dont ils souffrent;

10. Demande également au Gouvernement rwandais de prêter une attention particulière à la situation des Twa, conformément aux droits garantis par les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples;

11. Salue le travail courageux accompli par les organisations rwandaises des droits de l'homme, qui se dévouent dans des circonstances difficiles pour promouvoir le respect des droits de l'homme en attirant l'attention sur tout manquement qui pourrait se produire;

12. Salue également le travail des observateurs des droits de l'homme en mission au Rwanda, sur l'initiative du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, qui sont chargés d'enquêter sur le génocide et de promouvoir le respect des droits de l'homme;

13. Décide de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme au Rwanda à sa quarante-neuvième session.
